

[Texte]

• 1100

Could this kind of program not work in an international scene? Our problem today is that the world that needs our commodity cannot afford us. Quite frankly, a starving man cannot pay even \$3 a bushel for wheat. Food is not a priority, as you indicated. Food is not a priority in our world today. When it comes to the farmer's position, granted, I get that once in a while in my own caucus, "Well, you farmers are crying again".

The problem is very, very serious. We as government recognize that. We are looking for answers, and we certainly appreciate any input that the wheat growers of Ontario can bring to our government.

**Mr. Dmetriuc:** I think we have seen the rationalization of some of these programs in the European community, where the European community has gone from a net importer to a significant exporter. It is not that I agree with the way they did it, but I think it does show that food to them. . . I know for a fact that the European community has a very, very strong farm bill. The impact of over-production is that they compete and use the restitution system because they say they have to.

Food has to be a priority in the world, and I guess that is where, as you say, the G-7, the countries like the United States, can have a significant impact—placing a value on food in those countries. You made the comment that they cannot afford it. Yet when you look at what they are doing, they can afford many other things that are not necessarily to the betterment of their citizens. I guess that is something we have to continually participate in and make them aware that we as an exporting country do so because we do a very good job of producing food. If it is not necessary, we will do other things. We will turn to Christmas trees and ice cubes if wheat is not something that is needed.

**The Chairman:** Mr. Dmetriuc, before we go on, I do not know if you have noticed the great interest that is here. I would like to say it was the staffing or the chairman that was causing this, but I am sure it is not. I am sure it is your presentation and the topic today. You have generated a great deal of interest here on the Hill.

**Mr. Vanclief (Prince Edward—Hastings):** Mr. Chairman, before I ask Mr. Dmetriuc a question, I would like to remind our colleague from the opposition who just spoke that if the Prime Minister is that concerned, I suggest he have some of these discussions with the President of the United States about their use of the EEP, which is a major part of the cause of the condition of the wheat producers in Ontario.

[Traduction]

Est-ce que ce genre de programme ne pourrait pas fonctionner à l'échelle internationale? Notre problème, à l'heure actuelle, c'est que le monde entier, qui a besoin de notre produit, ne peut pas nous le payer. Il faut reconnaître franchement qu'une personne mourant de faim ne peut même pas payer 3\$ le boisseau de blé. Les aliments ne sont pas une priorité, comme vous l'avez indiqué. Il n'en constituent pas une dans le monde actuel. Au sujet des agriculteurs, je dois reconnaître que j'entends dire parfois dans mon propre caucus: «Vous voilà encore, vous les agriculteurs, en train de pleurer».

Le problème est grave, très grave. Au sein du gouvernement, nous le savons. Nous cherchons des réponses et nous sommes prêts à écouter toutes les propositions que peuvent nous faire les producteurs de blé de l'Ontario.

**M. Dmetriuc:** Nous avons déjà vu, à mon avis, comment sont rationalisés certains de ces programmes au sein de la communauté européenne, ce qui a fait passer celle-ci de la condition d'importatrice nette à celle d'exportatrice importante. Ce n'est pas que je sois d'accord sur la façon dont elle s'est prise, mais je pense que cela indique que l'alimentation en ce qui la concerne. . . Je sais pertinemment que la communauté européenne a une législation agricole très, très ferme. Du fait de la surproduction, elle lutte de concurrence et se sert du mécanisme des restitutions parce qu'elle affirme qu'elle y est obligée.

Il faut que l'alimentation soit une priorité dans le monde et c'est là à mon avis, comme vous l'avez dit tout à l'heure, que le G-7 et des pays comme les États-Unis, peuvent exercer une influence appréciable—en accordant une certaine valeur à l'alimentation dans ces pays. Vous avez fait remarquer tout à l'heure que les pays en cause ne pouvaient pas payer. Lorsque vous les voyez agir, vous vous rendez compte qu'ils peuvent se payer bien d'autres choses qui ne sont pas nécessaires au bien-être de leurs citoyens. Je pense que c'est quelque chose qu'il ne faut pas perdre de vue et qu'il faut bien faire comprendre à ces pays que si nous exportons, c'est parce que nous faisons un excellent travail en tant que producteurs d'aliments. Si l'on n'a pas besoin de nous, nous ferons autre chose. Nous produirons des arbres de Noël ou des cubes de glace si l'on a plus besoin de notre blé.

**Le président:** Monsieur Dmetriuc, avant de poursuivre, j'aimerais vous faire remarquer le grand intérêt que soulève la question débattue aujourd'hui. J'aimerais pouvoir dire que c'est en raison du personnel ou du président qu'il en est ainsi, mais je suis sûr qu'il n'en est rien. Je suis convaincu que c'est la qualité de votre exposé et la nature du sujet traité aujourd'hui qui éveille tout cet intérêt. Vous avez suscité beaucoup d'intérêt ici sur la colline du Parlement.

**M. Vanclief (Prince Edward—Hastings):** Monsieur le président, avant de poser ma première question à M. Dmetriuc, j'aimerais rappeler à mon collègue de l'opposition qui vient d'intervenir que si le Premier ministre porte un tel intérêt à la question, je lui suggère de discuter avec le Président des États-Unis de l'utilisation que fait ce où l'EEP et qui explique en grande partie la situation où se trouvent les producteurs de blé de l'Ontario.